

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 07/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARL DES TROIS RIVIERES

Coiquenay
44290 GUEMENE PENFAO

Références : [2022-03397](#)
Code AIOT : 0054402357

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement SARL DES TROIS RIVIERES implanté Coiquenay 44290 GUEMENE PENFAO. L'inspection a été annoncée le 09/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Programmation annuelle d'inspection

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL DES TROIS RIVIERES
- Coiquenay 44290 GUEMENE PENFAO
- Code AIOT : 0054402357
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Elevage porcin autorisé au titre de la réglementation ICPE de type naisseur-engraisseur partiel.
Transfert d'une partie des porcs en engraissement sur le site de Cavareux (commune de PIERRIC).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- à compléter

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation au dossier	Lettre du 15/12/2014, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
10	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
11	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27 et 37	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
12	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
13	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42	/	Lettre de suite préfectorale	8 mois
14	Emissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5	/	Sans objet
3	Intégrations paysagères	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Sans objet
8	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Eleveur démontre de bons résultats techniques compte tenu des indicateurs de la GTE. L'élevage développe son autonomie par la une auto-production des aliments consommés en provenance d'une unité de fabrication d'aliements à la ferme (FAF) située à Coiquenay.

Suite à certains changements du fonctionnement de l'élevage, plusieurs modifications devront cependant être confirmées auprès de la préfecture (dans un délai de 4 mois) sur les points suivants :

- le transfert des reproducteurs de Cavareux sur le site de naissance de Coiquenay,
- l'actualisation des données du plan d'épandage (intégration d'un nouveau prêteur de terres et la perte de deux prêteurs initiaux) sur la base de nouvelles conventions et d'une étude du nouveau parcellaire mis à disposition de l'élevage ;
- la réorganisation des conditions de stockage du lisier produit sur le site par la mise à disposition d'une fosse chez un tiers (prêteur de terres) devra être clarifiée par une convention de mise à disposition.

Concernant le suivi des équipements présents, une vérification annuelle de l'installation électrique et des extincteurs devra être réalisée.

Les déchets devront être triés au fil de l'eau durant leur stockage sur l'exploitation, puis repris par des opérateurs agréées.

Les bordereaux de transfert des effluents chez les prêteurs de terres devront être mieux organisés et archivés.

Le puits, affecté au fonctionnement de l'élevage, devra être équipé d'un compteur d'eau afin de permettre un suivi mensuel des prélèvements.

Concernant les projets présentés en 2014, l'absence de la réalisation d'une réserve d'eau devra être confirmée auprès des services du SDIS.

Enfin, compte tenu du contexte économique tendu, la SARL DES TROIS RIVIERES s'engage à achever la couverture d'une fosse existante découverte sur le site de Coiquenay, au plus tard avant la fin de l'été 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation au dossier

Référence réglementaire : Lettre du 15/12/2014, article 2
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Nature et Effectif
Constats : Transfert des reproducteurs présents sur le site de PIERRIC (Cavareux) vers le site de GUEMENE PENFAO (Coiquenay) depuis 2014. Capacité technique productive de l'élevage (places maternité, gestantes-verraterie) conforme au dossier de 2014. Absence de prise en compte du cheptel reproducteur dans le calcul des effectifs réels de l'arrêté préfectoral acté (4504 Animaux-équivalents) compte tenu de l'effectif de 380 reproducteurs retenu (486 reproducteurs selon les données de la GTE 2021-2022 transmises par l'exploitant). Actualisation du cheptel réel à transmettre, suite au regroupement des cheptels reproducteur des deux sites sur Coiquenay. Autres points: Absence de réalisation d'une réserve incendie, en complément d'une borne existante déjà présente Absence de construction d'une fosse de stockage des lisiers complémentaire sur le site (1424m3 utiles); Absence de mise en place d'un lavage d'air dans l'atelier engraissement (ventilation centralisée) Absence de mise à jour du plan d'épandage, suite à l'intégration du parcellaire de Julien LAIGLE depuis son installation, Arrêt de prêteurs de terres EARL CROIX DE L'EPINE et EARL EPINAY. Transfert d'une partie du lisier produit chez un prêteur de terres (GAEC DE LA BEZELLERIE) et mise à disposition d'une fosse béton commune avec le site de Cavarreux (Enregistrement porcs).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Distance minimale d'implantation des bâtiments d'élevage et leurs annexes
Constats : Implantation des bâtiments existants conformes au projet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Intégrations paysagères

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Intégration paysagère et propreté des installations et de leurs abords.
Constats : Bonne intégration dans le paysage de l'exploitation. Préservation biodiversité (présence de haies: Chênes Bonne tenue générale abords des bâtiments, rangement et entretien
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécurité Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Propreté des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Propreté des locaux. Lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs.
Constats : Locaux bien entretenus en bon état (bureaux, pièces de vie du personnel, locaux techniques : Fabrication d'Aliment à la Ferme, locaux techniques...) . Lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs réalisé par société spécialisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Bâtiments d'élevage et ouvrages de stockage des effluents. Stockage des aliments en dehors des bâtiments.
Constats : Absence de constat d'écoulement direct d'effluent dans le milieu naturel. Modifications du projet initial (2014) suite à la mise à disposition d'une fosse béton par un prêteur de terres (GAEC DE LA BEZELLERIE) sur son site, consécutif à l'arrêt de la production laitière depuis 5 ans. Transfert de lisier et mise à jour du dossier initial (bilan des production N et P chez le prêteur) sur ce point sont à prévoir : (convention de mise à disposition : utilisation d'une fosse (volume de stockage de l'ouvrage utile mis à disposition et quantité d'effluents mis à disposition suite à l'arrêt du troupeau laitier) Clarification du partage de l'ouvrage avec le site de Cavareux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 6 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lutte contre l'incendie
Constats : Lutte contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none">- Présence d'une bouches d'incendie- Absence de création d'une réserve d'eau. Solliciter un avis auprès des services de secours (SDIS 44) afin de déterminer le débit suffisant de la borne incendie situé au lieu-dit "Coiquenay" en cas de sinistre.- Constat de présence d'un extincteur (local FAF), absence de vérification annuelle des 3 équipements présents sur l'élevage.- Absence d'affichage des consignes de sécurité (n°urgence)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6mois

N° 7 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Registre des risques
Constats : Absence de registre des risques et de plan des zones à risque (déjà identifié lors du précédent contrôle en 2017)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6mois

N° 8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dispositif de rétention des produits dangereux pour l'environnement.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Présence d'un local destiné au stockage des hydrocarbures (sol étanche) avec fosse de rétention. Rangement des huiles moteur à proximité du compresseur extérieur dans ce local.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Gestion de l'eau
Constats : Autorisation de l'utilisation d'un forage dans les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15/12/2014. (article 20) 90% des besoins de l'élevage est approvisionné en provenance de l'ouvrage (puits <10m de profondeur et <10 000m3/an prélevés). Raccordement de l'élevage au réseau public. Prévoir le suivi des consommations d'eau en provenance du puits, la pose d'un compteur d'eau en sortie de l'ouvrage et l'enregistrement mensuel de ces données.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 10 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Stockage des effluents
Constats : Modification des capacités de stockage initiales autorisées en 2014 pour le fonctionnement de l'élevage, suite à la mise à disposition d'une fosse extérieure par un prêteur de terres depuis 5 années. Transmettre une convention de mise à disposition de la fosse par le GAEC DE LA BEZELLERIE et l'actualisation des capacités de stockage disponibles pour le fonctionnement de l'élevage (DEXEL) accompagné d'un descriptif de l'utilisation de cet ouvrage (sécurisation, partage du volume de stockage des effluents avec d'autres élevages...). Les capacités présentes actuellement sur le site de l'élevage de Coiquenay sont <7.5mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 11 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27 et 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan d'épandage
Constats : La SARL DES 3 RIVIERES ne dispose pas de terres en propre. Fonctionnement autorisé en 2014 par la reprise des effluents chez 4 prêteurs de terres. Absence de transmission des bordereaux de livraison des effluents vers les prêteurs de terres ; Absence de mise à jour du plan d'épandage autorisé en 2014 suite au départ de deux prêteurs de terres (EARL EPINAY et EARL CROIX DE L'EPINE) ; Absence d'étude du parcellaire d'un nouveau prêteur de terres (Julien LAIGLE). Une mise à jour du parcellaire d'épandage et de son dimensionnement suite aux évolutions du cheptel chez les prêteurs de terres devra être transmise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 12 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Gestion des déchets et des sous-produits animaux
Constats : Accumulation de déchets non triés (plastiques, bois, papiers, cartons, dosettes d'IA...) dans la zone de stockage. Prévoir le tri des déchets au fur et à mesure (compartimentation de la zone de stockage) avant leur prise en charge par des prestataires habilités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 13 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en œuvre des meilleurs techniques disponibles
Constats : Suite à la transmission du dossier de réexamen, la réalisation des travaux de couverture sur la fosse (794m3 utiles) n'est pas réalisée. Absence de calcul annuel de la production d'azote et de phosphore produit par le cheptel sur la consommation réelle des animaux présents. (2021-2022)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8mois

N° 14 : Emissions atmosphérique d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac
Constats : Absence de déclaration annuelle des émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets (GEREP)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6mois